

**Conseil économique et social**

Distr. générale
15 novembre 2010
Français
Original : anglais

**Comité des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2011
31 janvier-9 février 2011

**Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Family Health International	2
2. Group of 78	5
3. Imam Al-Sadr Foundation.	6
4. Institute of Global Education	9
5. International Commission on Irrigation and Drainage	10
6. International Relations Students' Association of McGill University.	13
7. Kitakyushu Forum on Asian Women	15
8. School Sisters of Notre Dame	16
9. Vikas Samiti.	18
10. Women's Crisis Centre	19
11. World Federation of Trade Unions.	21



1. Family Health International

Statut spécial accordé en 2002

I. Introduction

Family Health International est une organisation mondiale travaillant dans le domaine de la santé et du développement, dont les programmes basés sur la science provoquent des changements durables pour les personnes les plus vulnérables du monde. Elle travaille par le biais de bureaux dans 125 pays et de 1 400 partenaires, y compris des gouvernements, diverses organisations, le secteur privé et des communautés locales.

A. Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation est attachée à la science, à la recherche et à des travaux fondés sur des données probantes aux fins de l'amélioration de ses programmes. Grâce à son infrastructure mondiale, ses systèmes et son personnel pluridisciplinaire, l'organisation met en œuvre des pratiques basées sur le concret.

B. Changements majeurs survenus dans l'organisation

L'organisation a élargi sensiblement sa base de donateurs, la portant à quelque 120 en 2009. Elle a contribué à la création d'une organisation affiliée, Achieving Health Nigeria Initiative, enregistrée formellement en tant qu'organisation non gouvernementale (ONG) nigériane locale en 2009

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2005 et 2008, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a apporté des ressources à l'organisation pour le Fonds de partenariat de l'Indonésie. L'organisation a exécuté un projet financé par Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) destiné à satisfaire les besoins de santé procréative des adolescents en Égypte en 2007-2008, qui vise à renforcer la capacité des dispensateurs de soins à fournir des services de santé procréative de qualité. Toujours en Égypte, le FNUAP a appuyé l'organisation aux fins de l'exécution d'un projet de soutien aux services de dépistage et d'accompagnement psychologique volontaires concernant le VIH/sida et les maladies transmissibles sexuellement entre 2007 et 2008, qui vise à fournir des services de dépistage et d'accompagnement psychologique volontaires et anonymes pour le VIH/sida et des services de détection et de traitement des maladies transmissibles sexuellement. En 2009, l'organisation a élaboré une stratégie globale de surveillance et d'évaluation à l'intention du FNUAP, aux fins de la mise en place d'un système normalisé destiné à surveiller la conduite des activités, à évaluer l'impact des plans et stratégies nationaux et à suivre les progrès de la programmation intégrée pour la promotion du préservatif à l'échelon mondial et dans 112 pays. Elle a bénéficié du soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour l'exécution de sa stratégie

d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, y compris dans les populations déplacées dans la province kényane du Rift Valley. Le bureau de l'UNICEF en Tanzanie a demandé à l'organisation d'exécuter un programme de communication au niveau des districts pour la modification des comportements en matière de VIH/sida à l'intention des jeunes de la République unie de Tanzanie. Avec le soutien de l'UNICEF, l'organisation a élargi les services de prévention de la transmission du VIH mère-enfant et de soins VIH pédiatriques en Zambie. En collaboration étroite avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Ministère de la santé de la République unie de Tanzanie, l'organisation a procédé en 2009 à une évaluation rapide de la relation entre l'hygiène sexuelle et la santé procréative, et le VIH/sida. Toujours en 2009, elle a conduit un examen systématique de l'efficacité des interventions destinées à prévenir les grossesses précoces, à réduire la mortalité maternelle due à des avortements à risque, et la morbidité et la mortalité dues aux complications de la grossesse, de l'accouchement et de la période postnatale, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de plusieurs organismes du système des Nations Unies, tels que le FNUAP et l'UNICEF. Au Nigéria, l'organisation a collaboré avec l'UNICEF pour augmenter la participation aux programmes de thérapie antirétrovirale pédiatrique et de prévention de la transmission mère-enfant.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

L'organisation a participé aux manifestations suivantes: aux conférences internationales sur le sida tenues en 2006 à Toronto (Canada) et en 2008 à Mexico City. En 2008, elle a été invitée par le bureau de l'UNICEF en Chine et le Ministère de la santé à donner des conseils concernant les directives et le développement des programmes de prévention de la transmission mère-enfant. L'organisation a participé à un groupe de travail de l'UNICEF sur la prévention de la transmission mère-enfant en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle a participé aux réunions régionales de l'UNICEF sur la jeunesse et le VIH organisées en Tunisie et en Égypte en 2009.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

En plus des activités mentionnées ci-devant, l'organisation et l'UNICEF ont signé en septembre 2007 un mémorandum d'accord qui reflète leur engagement partagé en faveur des enfants et des familles et du renforcement de la relation entre l'organisation et l'UNICEF aux fins de l'accélération des programmes de prévention de la transmission mère-enfant et des programmes de prévention et de traitement du VIH/sida. L'organisation a collaboré avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF et l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'université Columbia et d'autres organismes pour évaluer la capacité des centres médicaux à traiter des urgences obstétricales. Un nouveau documentaire produit par l'organisation en collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et USAID, *On the Front: HIV/AIDS and the Uniformed Services*, examine l'évolution récente des programmes VIH/sida à l'intention du personnel militaire. Le site Web *Clearinghouse on Male Circumcision for HIV Prevention* a été lancé en février 2009 par l'OMS, l'ONUSIDA, la Aids Vaccine Advocacy Coalition et l'organisation. En 2006, l'organisation a achevé ses activités

relatives à la thérapie antirétrovirale et au dépistage et à l'accompagnement psychologique volontaires en République démocratique du Congo. Dans le domaine de la thérapie antirétrovirale, l'organisation avait pour objectif, entre autres, d'ouvrir trois centres pour la prévention de la transmission mère-enfant et de traiter 500 patients la première année. L'organisation et l'UNICEF conduisent actuellement un atelier conjoint à Agboville (Côte d'Ivoire) sur la validation d'un manuel de formation à l'intention d'éducateurs pour les pairs des travailleurs du sexe sur la prévention des maladies transmissibles sexuellement et du VIH. L'UNICEF finance le système de gestion de l'information sur le VIH au Bangladesh avec le soutien technique de l'organisation. Depuis 2009, l'organisation aide l'UNICEF à développer des directives nationales sur la prévention de la transmission mère-enfant et a contribué 10 000 dollars à l'UNICEF pour l'exécution d'une étude sur les adolescents les plus vulnérables au VIH au Cambodge. L'UNICEF a participé à une réunion des parties prenantes destinée à accroître la demande des dispensaires amis des jeunes, organisée en janvier 2000 au Caire, et à une réunion sur les projets amis des jeunes tenue la même année au Caire. En 2008, le bureau de l'organisation au Sénégal et l'UNICEF ont cofinancé l'établissement d'un service de soins pédiatriques familiaux en matière de VIH dans un centre sanitaire de Dakar.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement principalement en Afrique subsaharienne et en Asie, et dans une moindre mesure, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Objectif 4, Cible 1. En collaboration avec les ministères de la santé de plusieurs pays, le personnel de l'organisation a mis au point des modules d'évaluation des interventions sanitaires concernant les nourrissons et les enfants. Les études conduites par l'organisation ont aidé à réduire la mortalité et la morbidité des nourrissons en examinant l'effet de l'âge de la mère et de l'espacement des naissances sur la morbidité et la mortalité, et l'impact de l'orientation médicale sur la survie du nouveau-né.

Objectif 5, Cible 5a. L'organisation a conduit des études épidémiologiques pionnières sur les causes de la mortalité des femmes en âge de procréer, en quantifiant le rôle de la grossesse et de l'accouchement en tant que principales causes de décès dans certains pays. Elle a également conduit une enquête multi-pays sur la morbidité chronique ou susceptible de mettre la vie en danger associée à la grossesse et à l'accouchement, et a apporté aux planificateurs en matière de santé des connaissances précieuses sur les services nécessaires pour réduire la morbidité maternelle.

Cible 5b. L'organisation a conduit les tests de qualité sur 36 méthodes différentes de contraception orale et à action prolongée. Elle facilite l'introduction sans risque et durable du Sino-implant (II), une méthode de contraception efficace, sûre, à action prolongée et populaire dans les pays qui manquent de ressources. À la date de 2010, cette méthode a été approuvée par les autorités nationales de 11 pays.

Objectif 6, Cible 6a. L'organisation a conduit des recherches en Ouganda qui ont montré que la Nevirapine peut effectivement réduire la transmission du VIH de mères enceintes infectées à leurs enfants. Elle a reçu un Gates Grand Challenges

Explorations Grant pour évaluer un dispositif de protection du mamelon pour inactiver le VIH sans trop gêner l'allaitement. Elle a atteint quelque 869 000 personnes aux fins du dépistage et de l'accompagnement psychologique, a offert des services de prévention du VIH fondés sur des données probantes à 526 000 personnes très vulnérables, et a conduit des tests de qualité sur 523 949 000 préservatifs.

Cible 6b. L'organisation a fourni à 10 900 femmes enceintes séropositives et à quelque 374 000 enfants et adultes infectés une thérapie antirétrovirale.

Cible 6c. L'organisation a établi un partenariat avec la société Pfizer et la Ghana Social Marketing Foundation en vue de réduire la forte prévalence des maladies et des décès liés au paludisme, notamment parmi les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Elle a soigné 10 100 patients séropositifs VIH souffrant de tuberculose et a conduit des tests de qualité sur 500 000 moustiquaires.

III. Informations additionnelles Informations additionnelles

Le programme d'action VIH/sida pour la région de l'Afrique de l'Ouest (2003, 2008) a été exécuté dans 18 pays; ses principales activités concernaient la diffusion de pratiques prometteuses et optimales pour les maladies transmissibles sexuellement et le VIH/sida, la promotion du changement des politiques, la création de capacités pour des institutions et des réseaux régionaux, et la réforme du secteur de santé. L'organisation a exécuté un projet concernant les camionneurs pakistanais (2006-2009) financé par la Banque mondiale et le Programme national contre le sida du Gouvernement pakistanais.

2. Le Groupe des 78

Statut spécial accordé en 2006

I. Introduction

Le Groupe des 78 travaille principalement au Canada.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

Le Groupe des 78 est une association de Canadiens qui militent en faveur d'une politique étrangère ayant pour objectif l'élimination de la menace de guerre nucléaire, la mobilisation de ressources aux fins de l'instauration d'un ordre international plus équitable et le renforcement et la réforme de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions mondiales. Il organise des conférences en vue de promouvoir les changements nécessaires dans la politique étrangère, produit des documents sur les conclusions des conférences et des questions spéciales, donne au public accès à ses rapports et à d'autres matériels grâce à son site Web, et collabore avec d'autres organisations de la société civile sur des initiatives spéciales.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les principales activités de l'organisation sont les suivantes, entre autres: la Conférence annuelle de l'organisation de 2009: paix, droits humains et primauté du droit: le rôle du Canada au Moyen-Orient, qui mettait l'accent sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en vue d'améliorer les perspectives de paix dans la région, et sur les activités humanitaires éducationnelles et autres de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient conduites dans l'intérêt des réfugiés palestiniens. Le 1^{er} décembre 2007, l'organisation a soumis un document sur l'Afghanistan intitulé "A la recherche de la paix" au Groupe consultatif indépendant sur l'avenir de la mission du Canada en Afghanistan.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

Les activités de l'organisation étaient les suivantes, entre autres: participation au Comité d'ONG pour le désarmement, la paix et la sécurité (2006) et au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action pour la prévention, la répression et l'élimination du commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. L'organisation a également participé à la Conférence du Département de l'information pour les ONG, du 6 au 10 septembre 2006 et du 5 au 7 septembre 2007, à New York. De même, elle a participé au forum des ONG du Conseil économique et social et aux manifestations marquant la première Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, le 2 avril 2008 à New York.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation collabore avec l'Association canadienne pour les Nations Unies en vue d'attirer l'attention sur des informations relatives à l'Organisation des Nations Unies et des manifestations connexes organisées au Canada

3. La Fondation de l'Imam Sadr

Statut spécial accordé en 2002

I. Introduction

La Fondation de l'Imam Sadr envisage un monde sans ignorance, pauvreté, maladie ou conflit, où chaque personne et chaque groupe participent activement au développement de la communauté et ont les mêmes droits et les mêmes possibilités sans distinction de foi, de sexe ou d'autre différence.

A. Objectifs et principes d'action de l'organisation

La Fondation est une ONG locale qui cherche à promouvoir la justice sociale, le changement et l'égalité en collaboration étroite avec les communautés locales au Liban dans les domaines de la santé et de l'éducation. Ses programmes de développement de l'éducation actuels incluent la satisfaction des besoins d'éducation préscolaire, primaire et spéciale des enfants, l'école d'infirmières de la Fondation, les dispensaires mobiles et neuf centres sociaux médicaux destinés à servir les populations les plus démunies du Sud-Liban. Les services que l'organisation apporte aux orphelins ont aidé à atténuer les problèmes économiques et sociaux profondément enracinés tels que la violence familiale, la pauvreté absolue et les familles dysfonctionnelles. Depuis sa création au début des années 1960, la Fondation a fait preuve de son engagement en répondant aux besoins à court et à long terme des femmes en matière d'éducation, de santé et d'emploi. Ses interventions directes dans ce domaine incluent des programmes d'alphabétisation et d'éducation, des soins aux orphelins et aux enfants des familles les plus démunies, l'autonomisation des femmes et l'intégration d'une perspective soucieuse de l'égalité des sexes. La Fondation a créé une équipe pluridisciplinaire active et engagée dans laquelle les femmes jouent un rôle de premier plan à la fois en matière d'administration et de programmes.

B. Changements majeurs survenus dans l'organisation

Le décret n° 607/2007 autorise la Fondation à donner désormais les orientations en matière agricole.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Après la guerre de 2007 au Liban, la Fondation a lancé une grande opération destinée à fournir des secours à la population affectée; à améliorer les conditions de vie des habitants du Sud Liban pendant la période de crise de l'après-guerre et de la reconstruction; et à conduire une évaluation rapide de la situation en vue d'identifier les problèmes critiques à résoudre. Les principales activités ont consisté à distribuer du matériel de secours comme des couvertures, des trousseaux scolaires, du matériel de cuisine, des trousseaux sanitaires et de la soupe à plus de 5 000 familles affectées. L'opération a débouché sur une campagne d'assistance sanitaire qui comprenait des expéditions mobiles dans 90 villages. Le coût total de l'opération de secours s'est élevé à 600 000 dollars. Des contributions en nature ont été obtenues de plusieurs partenaires, y compris la Millenium Challenge Corporation, l'UNICEF, l'OMS et le Croissant-Rouge, entre autres. Il y a deux ans, la Fondation a ouvert des locaux additionnels à son siège pour accueillir des réunions et des manifestations susceptibles de promouvoir le développement grâce à l'échange de compétences et des activités de créations de capacités. En outre, elle participe aux réunions hebdomadaires de coordination organisées par le bureau local du PNUD au Sud-Liban et elle est représentée au comité directeur de l'organe local de développement économique au Sud-Liban, programme financé par le PNUD.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

Le 29 mars 2008, la Fondation a accueilli un atelier consultatif sur le thème "Response to the shelter crisis: from recovery to long-term development", organisé par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains à Tyr (Liban). Elle a participé à la réunion d'experts et à la troisième session du comité des femmes tenues les 14 et 15 mars 2007 à Abu-Dhabi. Le 12 décembre 2009, le Centre de l'Imam Moussa Al-Sadr pour la recherche et les études, organisme affilié à la Fondation, a organisé sa conférence régulière sur la terminologie commune au palais de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation en, la science et la culture (UNESCO) à Beyrouth.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

Après la guerre de juillet 2006, les opérations de secours de la Fondation ont fait intervenir à 35 partenaires locaux et internationaux et ont atteint près de 20 000 bénéficiaires. La Fondation et l'UNICEF ont conclu un mémorandum d'accord concernant la préparation des secours d'urgence destiné à répondre aux besoins; la Fondation collabore avec les bataillons de la Force intérimaire des Nations Unies au Sud-Liban en vue d'exécuter chaque année trois à quatre projets en matière de secours, de santé et de formation ainsi que dans d'autres domaines sociaux et culturels. Les bataillons italien, coréen, turc et français figurent parmi les partenaires. En collaboration avec le PNUD, des enquêteurs de la Fondation ont achevé une évaluation de la situation à Bint Jbeil destinée à aboutir à un rapport d'ensemble sur les moyens de lutter contre la pauvreté et de permettre la reprise d'une vie normale dans les zones touchées par la guerre. Le rapport a été présenté et examiné à une réunion des parties prenantes organisée le 11 mai 2007.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. 450 orphelines ont bénéficié de soins permanents dans le cadre du programme de soins complets de la Fondation. Celle-ci a également exécuté un projet d'autonomisation économique et professionnelle des agricultrices du Sud-Liban.

Objectif 2. Chaque année, la Fondation inscrit 350 garçons et filles à l'école maternelle et primaire, et 100 dans des cours d'éducation spéciale.

Objectif 3. La Fondation a créé une équipe pluridisciplinaire active et engagée où les femmes jouent un rôle de premier plan à la fois dans l'administration et les programmes. Elle a élaboré plusieurs programmes d'éducation professionnelle, dont un programme de formation professionnelle accélérée et a créé une section sociale qui permet à des centaines de femmes d'entrer chaque année sur le marché du travail.

Objectifs 4, 5 et 6. Le réseau de centres médicaux et les dispensaires mobiles servent chaque année 70 000 personnes, en particulier des enfants, des femmes et des personnes âgées. La fondation a exécuté un projet sur le bien-être de la mère et

de l'enfant financé par l'UNICEF. Une centaine d'agents sanitaires locaux de 14 villages des districts de Marjeoun et de Bint Jbeil ont reçu une formation en matière de sensibilisation à la santé maternelle et infantile. En 2008-2009, la formation a appliqué le protocole du diabète dans les centres sanitaires du district de Marjeoun, avec le soutien de l'ambassade de l'Italie au Liban.

Objectif 8. Appuyée par le Comité central mennonite, la Fondation accueille régulièrement des membres des ONG irakiennes et aide à développer leurs capacités.

III. Informations additionnelles

Les associations suivantes sont affiliées avec la Fondation: Sadr Foundation USA; Centre de l'Imam Moussa Al-Sadr pour la recherche et les études; Lebanese Women League; Alumni Associations. La Fondation travail en association avec Le Conseil économique et social de l'ONU et les associations suivantes: Arab Network of NGOs (Shabaka); Arab Council for Childhood Development; Collectif of NGOs in Lebanon; Lebanese Women Council; Association for Volunteers; National Council for Social Services; Lebanese Union for Child Welfare; Lebanese NGOs Forum; et Lebanese Family Planning Association.

4. Institute of Global Education

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

L'Institute of Global Education est engagé dans la promotion d'une éducation gratuite de qualité pour des élèves dans l'Adhra Pradesh (Inde du Sud), où il a créé une école dans le village de Mucherla qui a servi de modèle pour d'autres institutions éducationnelles de la région. Il développe des programmes pratiques qui peuvent être reproduits dans des cultures et langues différentes.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'Institut a pour but d'éduquer des personnes qui souhaitent vivre dans un monde où la paix est un mode de vie. Il s'emploie également à développer la capacité à promouvoir la sécurité alimentaire, à inverser la dégradation environnementale, à promouvoir la justice sociale et l'accomplissement de soi dans la communauté mondiale.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Institut participe fréquemment à divers programmes et réunions au Siège de l'ONU, y compris la Journée internationale des personnes âgées.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

L'Institut a collaboré activement avec l'ONU et l'Université pour la paix au Costa Rica en développant la radio pour la paix internationale. Il a collaboré étroitement avec le Conseil des droits de l'homme et les représentants du Conseil, ainsi qu'avec les représentants du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, qui ont participé à ses Conférences. Il travaille en collaboration étroite avec de nombreuses ONG accréditées auprès du Département de l'information ou dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

Des représentants de l'Institut ont participé à des conférences mondiales sur l'éducation et l'environnement.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. L'Institut fournit des vivres et une assistance matérielle à une école pour enfants tribaux dans l'Andhra Pradesh (Inde), y compris des repas; il exécute un programme de jardinage pour suppléer au régime alimentaire des villageois qui ont faim, en particulier des enfants; il fournit des logements et des repas à des étudiants universitaires sans autres moyens de subsistance, et il exécute des programmes d'éducation en informatique dans des villages.

Objectif 2. L'Institut a exploité une école primaire utilisant l'anglais, depuis le jardin d'enfants jusqu'à la 10e année; il apporte également des fournitures et du matériel et organise la formation des enseignants.

5. Commission internationale des irrigations et du drainage

Statut spécial accordé en 1954

I. Introduction

La Commission internationale des irrigations et du drainage travaille dans le domaine de la gestion des ressources en eau et en terre aux fins de l'irrigation, du drainage et de la gestion des crues. Elle compte 100 membres dans le monde entier.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

La mission de la Commission consiste à encourager et à promouvoir le développement et l'application des arts, des sciences et des techniques en matière d'ingénierie, d'agriculture, économie, d'écologie et de sciences sociales pour la

gestion des ressources en eau et en terre, en particulier l'irrigation, le drainage et la gestion des crues. Elle a pris part aux discussions mondiales sur Action 21, la Vision mondiale de l'eau, le Forum mondial de l'eau et le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau, entre autres. La Commission organise un congrès mondial triennal et des conférences régionales connexes. En 2009, 20 congrès mondiaux, 23 conférences régionales européennes, 10 conférences régionales afro-asiatiques, 4 conférences régionales panaméricaines, 5 conférences régionales asiatiques, 2 conférences régionales africaines et 8 expositions internationales ont été organisées. On a également organisé 9 ateliers internationaux sur le drainage et 7 congrès internationaux sur la micro-irrigation, de même que des colloques, des séminaires et des réunions spéciales dans le cadre de chaque congrès et/ou des réunions annuelles du Conseil exécutif de la Commission et à diverses autres occasions. La Commission produit le *Journal of the International Commission on Irrigation and Drainage* et de nombreuses autres publications.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En tant que membre du Comité consultatif technique pour l'élaboration du troisième *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*, qui a été publié à l'occasion du cinquième Forum mondial de l'eau, tenu à Istanbul en mars 2009, le Secrétaire général de la Commission a contribué à diverses réunions connexes. La Commission a contribué à la réunion-débat sur les moyens de faire face à la pénurie, tenue le 13 août 2006, ainsi qu'à l'équipe spéciale des Nations Unies sur les indicateurs, le contrôle et les rapports dans le domaine de l'eau. Elle a également contribué à l'élaboration du rapport sur les utilisations multiples de l'eau à la seizième session de la Commission du développement durable et de la Conférence sur l'environnement et le développement. En collaboration étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission a organisé un atelier sur les pratiques de conservation de l'eau dans la culture du riz, tenu les 14 et 15 septembre 2006 à Kuala Lumpur. Elle a accueilli le quatrième atelier sur le contrôle et l'évaluation des stratégies de développement des capacités, organisé le 14 septembre 2006, en collaboration avec le Programme international pour la technologie et la recherche en irrigation et en drainage et la FAO, l'accent étant mis sur le développement des capacités.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

La Commission a participé à la réunion préparatoire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de la seizième session de la Commission du développement durable, tenue à Jakarta les 26 et 27 novembre 2007, et y a présenté un exposé. Elle a également pris l'initiative de l'organisation, le 12 mai 2008, d'une manifestation parallèle sur la promotion du développement humain et des Objectifs du Millénaire pour le développement et le rôle de l'eau et de l'agriculture, avec le soutien de la Commission nationale israélienne et de la Mission permanente d'Israël auprès de l'ONU et la FAO, dans le cadre de la seizième session de la Commission du développement durable. En tant que membre

du Groupe spécial sur l'eau et le climat, la Commission a soumis des observations dans le cadre du processus préparatoire de la quinzième Conférence des États partis à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Copenhague en décembre 2009. Elle a participé à la Conférence ministérielle sur l'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique consacrée au thème «Les défis posés par les changements climatiques», tenue à Sirte (Jamahiriya arabe libyenne), du 15 au 17 décembre 2008.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

En plus des activités mentionnées ci-devant, la Commission a collaboré avec l'OMS et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. À l'occasion du premier sommet de l'Asie et du Pacifique sur l'eau, réuni à Beppu (Japon) en décembre 2007, la Commission s'est jointe à la FAO et à l'Union internationale pour la conservation de la nature pour traiter de la question de l'augmentation de la productivité des cultures grâce à de bonnes pratiques en irrigation. Elle a également participé au FAO Workshop on Trends and Transition in Asian Irrigation, qui a lieu du 19 au 21 janvier 2009, et a diffusé des informations sur de nouvelles approches à la production végétale.

III. Informations additionnelles

La Commission a le statut d'observateur auprès du Conseil d'administration du FIDA. Elle entretient des arrangements de coopération avec des banques de développement régionales et des ONG internationales, comme la Commission internationale du génie rural, l'Association internationale des sciences hydrauliques, l'Association internationale des ressources en eau, la Commission internationale des grands barrages, l'International Hydropower Association, l'International Water Association, la Société européenne des ingénieurs agricoles et le Conseil mondial de l'énergie, entre autres. Elle est membre fondateur de l'Union internationale des associations et organisations techniques, et elle est dotée depuis 1975 du statut consultatif de catégorie A auprès de l'Organisation internationale de normalisation. La Commission a conclu en 1993 un mémorandum d'accord permanent avec l'Institut international pour la gestion de l'eau, et en 1994, un autre avec l'Association internationale des ressources en eau. Elle est membre fondateur du Conseil mondial de l'eau et du Partenariat mondial de l'eau.

6. Association des étudiants en relations internationales de McGill

Statut spécial accordé en 2006

I. Introduction

L'Association des étudiants en relations internationales de McGill est une organisation gérée par les étudiants de l'université McGill à Montréal (Québec, Canada). Elle est composée d'étudiants en train d'achever des études universitaires ou des études de troisième cycle. Les activités de l'organisation ont lieu principalement à Montréal, bien qu'elle conduise certaines activités en dehors du Canada, en Amérique du Nord et du Sud.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'Association a un triple mandat: a) d'offrir un forum apolitique permettant à des étudiants universitaires de manifester leur intérêt pour les affaires internationales et l'ONU; b) d'éduquer et de sensibiliser les communautés locales, nationales et internationales à l'importance de l'ONU; c) de donner à ses membres l'occasion de contribuer au développement international de manière positive grâce à la participation à des activités accréditées par l'Association. La première partie du mandat est réalisée grâce à des réunions hebdomadaires ouvertes à tous les membres qui incluent des ONG, et à des débats sur différentes questions mondiales et la deuxième grâce à l'accueil de conférences simul'ONU à l'intention des élèves des écoles secondaires et des étudiants universitaires. Enfin, la troisième partie du mandat comprend les programmes d'animation de l'Association, y compris l'envoi des étudiants à l'étranger.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Association s'emploie diligemment à soutenir les travaux du Conseil économique et social. Les sections suivantes décrivent les activités de l'Association qui visent à identifier des solutions aux problèmes économiques et sociaux, à encourager le respect universel des droits de l'homme et à faciliter la coopération internationale.

a) *Conférences*: l'Association a organisé deux conférences simul'ONU parmi les plus importantes en Amérique du Nord. Des étudiants du monde entier participent à ces conférences; b) *délégations*: l'Association participe également à plusieurs conférences simul'ONU. Chaque année, elle choisit entre 8 et 10 conférences auxquelles elle envoie des étudiants de McGill en subventionnant leur participation; c) *activités d'animation*: le mandat du Conseil économique et social est également représenté dans les activités extérieures de l'Association. Il s'agit de projets axés sur l'action qui visent à donner aux étudiants la possibilité d'œuvrer en faveur du développement durable des communautés, à la fois sur le plan local et à l'étranger. Trois principales activités font partie du programme ordinaire de l'Association. i) jeunes bâtisseurs de paix – une initiative de volontaires

comprenant des ateliers éducationnels interactifs organisés dans les écoles primaires locales. Il s'agit de sensibiliser les jeunes aux problèmes mondiaux, de leur donner l'occasion d'avoir un impact sur leurs homologues dans le monde, et de les encourager à rechercher des solutions novatrices; ii) la Mission de l'ancienne brasserie est un centre d'accueil pour sans-abri et chômeurs à Montréal. Chaque semestre, des étudiants aident fréquemment à servir des repas à quelque 300 personnes qui en dépendent; iii) Proyecto Aprender est un effort international de coopération entre l'Association, English Open Doors et le Ministère de l'éducation du Chili. Des étudiants de McGill enseignent l'anglais dans des écoles de communautés marginalisées au Chili. Le programme vise également à responsabiliser les jeunes vulnérables grâce à un enrichissement linguistique et culturel, à donner à des étudiants universitaires une expérience internationale utile et à promouvoir l'échange de cultures et de connaissances.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

Chaque année, depuis l'accréditation de l'Association, des délégations de 5 à 10 étudiants assistent aux réunions de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'ONU. Elles ont pris part à des réunions débats sur la mondialisation, la prévention de la traite des enfants et l'éducation des filles, toutes des questions importantes qui ont été présentées à l'Association et aux membres en général après le retour des délégations.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'initiative Proyecto Aprender est financée en partie par le PNUD.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des activités d'éducation et de sensibilisation conduites à Montréal, mais aussi au Chili. En tant qu'association d'étudiants, elle a mis l'accent sur la diffusion d'informations concernant les objectifs grâce à ses multiples programmes qui atteignent des milliers d'étudiants chaque année. Par des actions comme les conférences Simul'ONU, les étudiants peuvent être informés des objectifs globaux de l'Organisation. Le programme d'études jeunes bâtisseurs de paix est destiné aux élèves des quatrième et cinquième années et comprend des activités stimulantes qui les renseignent sur le cycle de pauvreté (**objectif 1**), le travail d'enfants et les droits de l'homme.

7. Kitakyushu Forum on Asian Women

Statut spécial accordé en 2002

I. Introduction

Le Kitakyushu Forum for Asian Women est une ONG créée en 1990 dans la ville de Kitakyushu (Japon).

Objectifs et principes d'action de l'organisation

Le Forum a pour but d'améliorer la condition de la femme dans le monde, en particulier en Asie. Ses activités comprennent l'exécution de projets de recherche, l'organisation de séminaires et de réunions, ainsi que l'exécution de programmes de formation concernant les femmes, l'égalité des sexes et le développement. Comme ses activités sont basées sur la campagne contre la pollution des femmes de Kitakyushu menée sous la devise «Nous voulons un ciel bleu», les femmes et l'environnement constituent l'un des principaux domaines d'activité du Forum.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le Forum a appuyé la Décennie pour l'éducation au service du développement durable comme l'une de ses activités prioritaires. En 2007 et 2007, il a été chargé par le Ministère de l'environnement du Japon de l'exécution de projets destinés à promouvoir la Décennie. En décembre 2006, l'Université des Nations Unies (UNU) a nommé le Forum en tant que centre régional de compétence. En cette qualité, le Forum a participé à des conférences du Centre régional de compétences, organisées par l'UNU à Yokohama (Japon) du 12 aux 14 avril 2006; à Penang (Malaisie) du 7 au 9 août 2007; et à Barcelone (Espagne) du 2 au 4 juillet 2008. Le Forum a participé à la quatrième Conférence internationale sur l'éducation environnementale, organisée par l'UNESCO, le Programme des Nations Unies sur l'environnement et le Gouvernement indien du 24 au 28 novembre 2007, à Ahmedabad (Inde). Il a également participé à la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable, organisée par l'UNESCO et le Ministère allemand de l'éducation, du 31 mars au 2 avril 2009, à Bonn (Allemagne).

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

Le Forum a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme tenues à New York du 26 février au 9 mars 2007, du 25 février au 7 mars 2008, et du 2 aux 13 mars 2009.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

Le Forum a appuyé le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) par le biais d'UNIFEM Japon. Il a participé à divers conférences et séminaires des Nations Unies et a invité les représentants de divers organismes du système des Nations Unies à ses propres manifestations.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

En plus des activités mentionnées ci-devant, le Forum a travaillé dans les domaines suivants:

Objectif 3. La réunion-débat organisée les 28 et 29 novembre 2009 dans le cadre de la 20^e Conférence du Forum sur les femmes de l'Asie a mis l'accent sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le rôle du Japon dans la communauté internationale.

Objectif 7. Le Forum a choisi "L'éducation pour le développement durable" comme thème de la dix-septième Conférence Kitakyushu sur les femmes de l'Asie, tenue les 18 et 19 novembre 2006, et de la dix-huitième Conférence, tenue les 10 et 11 novembre 2007.

8. School Sisters of Notre Dame

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

Schools Sisters of Notre Dame est une congrégation catholique romaine internationale de femmes religieuses qui travaillent dans une variété de programmes d'éducation scolaire et extrascolaire dans 33 pays sur cinq continents.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation s'emploie à assurer que toutes les personnes jouissent du droit de développer pleinement leur potentiel. Elle est engagée dans divers ministères, et ses travaux sont centrés sur une variété de projets d'éducation dans le monde entier. Ses travaux dans l'éducation scolaire incluent le parrainage et le coparrainage d'universités; d'écoles secondaires, d'écoles primaires et de centres pour le jeune enfant. L'organisation participe également à des cours d'alphabétisation et de diplômes alternatifs, à l'éducation sanitaire, à l'accompagnement pastoral, aux activités d'organisations locales, à des programmes de formation et à des projets de microentreprise.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation utilise un bulletin, des sites Web et des réseaux sociaux pour promouvoir les activités de développement de l'Organisation des Nations Unies et de son Conseil économique et social. Le bureau de l'organisation auprès de l'ONU accueille régulièrement des visiteurs du monde entier et les prépare à la participation à différentes réunions et manifestations de l'ONU.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

Les activités de l'organisation mettent l'accent principalement sur des domaines suivants: l'éducation en tant que droit humain fondamental; la réalisation de l'égalité des sexes; l'atténuation de la pauvreté et la promotion du développement social. L'organisation a participé régulièrement aux réunions de la Commission du développement social et a rédigé, édité ou signé des déclarations écrites adressées à la Commission. En plus d'assurer la direction du groupe de travail des ONG sur les filles à toutes les réunions de la Commission de la condition de la femme entre 2006 et 2009, l'organisation a soumis des déclarations écrites et coparrainé des manifestations parallèles tenues dans le cadre de la Commission. Une représentante de l'organisation a pris part aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les ONG, les organisations de la société civile et le secteur privé sur les migrations internationales et le développement, qui ont eu lieu le 12 juillet 2006 à New York.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

En partenariat avec le Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles de l'UNICEF, l'organisation a collaboré régulièrement avec le groupe de l'UNICEF sur l'égalité des sexes et les droits de l'homme. Elle a aidé à planifier et rédiger le rapport de la jeunesse sur la cinquante-et-unième session de la Commission de la condition de la femme en 2007. En mai 2008, elle a présenté observations sur le rapport de l'UNICEF sur l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes et en juillet 2009, elle a passé en revue la politique de l'UNICEF concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Elle a contribué des documents aux réunions du groupe d'experts de la Division de la promotion de la femme en 2007 et 2008. L'organisation a participé aux conférences du Département de l'information pour les ONG tenues à New York du 6 au 8 septembre 2006, du 5 au 7 septembre 2007, à Paris du 3 au 5 septembre 2008 et à Mexico City du 9 au 11 septembre 2009. Elle a également collaboré avec le Programme alimentaire mondial à l'appui de la campagne annuelle "Marche mondiale contre la faim" (2006-2007).

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la rédaction d'une brochure intitulée *"Breaking with business as usual: achieving the Millennium Development Goals"* publiée par Caritas Internationalis en 2007. Elle a présenté des exposés sur les objectifs à l'intention des professeurs et des élèves des écoles secondaires et des universités dans plusieurs pays, et a appuyé la Campagne mondiale pour l'éducation grâce à la promotion du programme Éducation pour tous. Les principaux programmes qui ont contribué à la réalisation des objectifs étaient les suivants:

Objectifs 2 et 3. En 2007, l'organisation a lancé un projet à Monte Verde (Honduras) qui vise à permettre à des filles vivant dans des villages isolés à poursuivre leurs études secondaires en leur fournissant un logement sûr. Le projet inclut des ateliers sur la promotion des droits de l'homme, la confiance dans sa propre valeur et la dignité de la femme. L'organisation s'emploie également à reconstruire les systèmes d'éducation au Libéria, en Sierra Leone et au Soudan. Depuis 2007, l'organisation conduit les ateliers à l'intention des enseignants des écoles primaires et secondaires et gère une école secondaire et neuf écoles primaires à Petifu Lokomasma (Sierra Leone).

9. Vikas Samiti

Statut spécial accordé en 2006

I. Introduction

Vikas Samiti s'emploie à réduire la pauvreté en s'efforçant de régler les problèmes posés par le chômage, l'autonomisation des femmes et la santé.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

L'organisation vise à assurer la sécurité de l'emploi pour tous. Elle a pour mission de promouvoir et d'exécuter des activités dans les domaines de la conservation de l'eau et des sols, de la biodiversité, de l'élevage sur des terres privées ou publiques, des activités agricoles, de la conservation de l'énergie, des pratiques sanitaires et de l'hygiène, de l'approvisionnement en eau salubre et de l'éducation de tous les citoyens.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a exécuté les projets suivants: projets d'intervention ciblés pour la lutte contre le VIH/sida dans le district de Seoni sous les auspices de l'organisme national de lutte contre le sida; activités de mise en valeur des bassins versants grâce à la création d'emplois, la conservation des sols et de l'eau, les plantations, le développement du fourrage et la mobilisation des communautés; et un programme de microfinancement dans plus de 80 villages de Chhindwara et Bichhua.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

L'organisation a participé au Salon de l'innovation organisé dans le cadre de l'examen ministériel annuel du Conseil économique du 2 au 5 juillet 2007 à Genève. Elle a également participé au Salon de l'innovation de l'examen ministériel annuel régional pour l'Asie tenu le 25 juin 2007 à Mumbai (Inde), et à l'observation de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2007 à New York.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec l'UNICEF pour l'exécution d'un projet concernant l'environnement de l'enfant, l'assainissement, l'hygiène et l'approvisionnement en eau dans 287 villages du district de Bichchua, et avec le programme de UNICEF sur l'eau, l'environnement et l'assainissement en Inde, l'un des efforts de UNICEF les plus prolongés et le plus importants dans ce domaine. Le programme inclut la sensibilisation à la nécessité d'une éducation en matière d'assainissement et d'hygiène grâce à la gestion des collectivités, la création de capacités, la prise de décisions, la sélection de la technologie et la gestion des systèmes.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Inde dans les domaines suivants:

Objectif 1. L'organisation a achevé une enquête initiale et l'évaluation des besoins des familles pauvres et a organisé des activités de formation et de développement des compétences aux fins de la génération de revenus et de la mise en place de systèmes de microcrédit et d'assurance.

Objectif 3. L'organisation a encouragé l'éducation par les pairs et des pratiques sexuelles plus sûres chez les travailleuses du sexe et des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.

10. Women's Crisis Centre

Statut spécial accordé en 1998

I. Introduction

Le Women's Crisis Centre se consacre à l'élimination de la violence sexuelle et familiale aux Bahamas.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

Le Centre a été créé pour identifier et éliminer des comportements sociaux qui perpétuent et cautionnent la violence sexuelle et familiale. Il vise à faciliter et à promouvoir la sécurité et le rétablissement des victimes de la violence sexuelle et familiale et de leur famille grâce à l'éducation et à la sensibilisation du public; à rendre les communautés les îles des Bahamas conscientes des effets négatifs de la violence pour la vie de famille et à encourager de saines relations entre les hommes et les femmes; à militer en faveur de la modification de la législation et de la transformation de la société et en faveur de la protection des victimes de l'agression; à améliorer la fourniture de services grâce à l'éducation et la formation continues du personnel du Centre; et à constituer un centre de documentation concernant la violence familiale.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, le Centre a mis l'accent principalement sur la préparation et l'organisation d'une conférence régionale sur le problème de la violence sexuelle dans les Caraïbes, tenue du 25 au 29 septembre 2007 à Nassau (Bahamas). Le Centre a marqué la Journée annuelle contre la violence sexuelle le 29 septembre 2008 et le 29 septembre 2009.

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

Néant.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

Néant.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3. Le Centre s'emploie à réaliser l'égalité des sexes, notamment en luttant contre la violence entre adolescents. Il soutient le Bureau national des femmes des Bahamas dans ses initiatives en faveur de l'égalité des sexes.

11. Fédération syndicale mondiale

Statut général accordé en 1946

I. Introduction

La Fédération syndicale mondiale a été fondée le 3 octobre 1945, œuvrant en faveur de l'instauration d'un monde sans guerre et sans injustice sociale.

Objectifs et principes d'action de l'organisation

La Fédération concentre ses activités sur l'organisation de fédérations syndicales régionales, sur des campagnes contre l'impérialisme, le racisme, la pauvreté, la dégradation environnementale et l'exploitation des travailleurs sous le capitalisme, et pour la défense du plein d'emploi, de la sécurité sociale, la protection de la santé et des droits syndicaux. Comptant approximativement 145 syndicats affiliés dans 71 pays du monde, la Fédération est une organisation syndicale mondiale travaillant dans l'intérêt de la classe ouvrière mondiale. Elle développe des partenariats avec des syndicats nationaux et industriels dans le monde entier, ainsi qu'avec des organisations syndicales internationales et régionales.

II. Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La principale contribution de la Fédération pendant la période considérée incluait l'assistance régulière aux réunions du Conseil économique et social et la diffusion d'informations sur ces réunions. La Fédération a participé activement aux conférences annuelles du Département de l'information pour les ONG tenues à New York. Elle a également pris part à l'Assemblée générale, et aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme

A. Participation au Conseil économique et sociale et à ses organes subsidiaires

La Fédération a participé activement aux réunions de planification aboutissant aux conférences annuelles du Département de l'information pour les ONG. En septembre 2009, à Mexico City, elle a présenté un document officiel à l'occasion de l'atelier organisé par la Fédération internationale de femmes démocratiques sur les femmes, le désarmement et la limitation des armements à l'ère de la crise financière provoquée par la mondialisation. À la Commission de la condition de la femme en mars 2009, à New York, la Fédération a présenté un document sur les effets de la crise financière et économique sur les femmes. En outre, chaque novembre, la Fédération participe à la session extraordinaire sur les droits des Palestiniens.

B. Collaboration avec des organismes des Nations Unies

La Fédération a participé à des réunions extraordinaires sur la crise financière et économique et sur d'autres questions, organisées par l'Université des Nations Unies en 2008 et 2009.

C. Activités conduites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. La Fédération a aidé sensiblement les syndicats en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie et en Europe à défendre les droits des travailleurs. Elle a organisé des initiatives centrées sur la formation et l'éducation des syndicalistes du tiers-monde en vue de les aider à réduire la pauvreté.

Objectif 2. La Fédération a aidé des syndicats à réaliser des programmes d'éducation à l'intention de leurs membres, et à lutter contre l'analphabétisme sous toutes ses formes.

Objectif 3. La Fédération a organisé la Conférence syndicale internationale pour des femmes qui travaillent à Bruxelles en 2007, consacrée à l'élimination de l'écart de salaires entre travailleurs masculins et féminins.

Objectif 5. La Fédération défend les droits des travailleuses, entre autres en rendant les femmes conscients de leurs droits en matière de travail, notamment en ce qui concerne la discrimination et la violation de la législation du travail.

Objectif 6. En 2009, la Fédération a organisé des initiatives avec la participation de syndicalistes de différents pays d'Afrique sous la devise "Lutter contre le VIH/sida".
